

JDD

THEMA COP 27

INTERVIEW

URGENCE

La scientifique évoque les enjeux de la COP 27 qui s'ouvre ce dimanche en Afrique

Coprésidente du groupe de travail 1 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), Valérie Masson-Delmotte est intervenue en septembre dernier devant les membres du gouvernement pour les « former » aux enjeux du réchauffement climatique. Elle dresse pour nous un état des lieux de la lutte pour le climat.

Qu'attendez-vous de cette COP 27, qui se déroule en Égypte jusqu'au 18 novembre ?

L'enjeu est de s'ouvrir sur le monde. Nous ne sommes pas tous au même niveau de responsabilité face aux enjeux climatiques. Nous faisons partie des pays qui ont une responsabilité historique dans l'émission de gaz à effet de serre ayant conduit au réchauffement, avec des émissions par personne autour de 8 tonnes de CO₂, au-dessus de la moyenne planétaire. Et ce, alors que la moitié des habitants du monde pèse moins de 15 % des émissions de gaz à effet de serre, et vit souvent dans les régions les plus touchées : 3,5 milliards de personnes cumulent une forte pauvreté et des revenus qui dépendent des aléas climatiques. La COP 27 mettra l'accent sur les enjeux d'adaptation en Afrique. Ce continent connaît déjà les effets négatifs du changement climatique : frein au développement, diminution des gains de rendement agricole... C'est en Afrique que le réchauffement a le plus sapé les progrès agronomiques et que les pertes et dommages sont croissants.

La France a traversé un été catastrophique marqué par une succession de canicules, de sécheresses, d'incendies et d'orages violents. Que dit-il sur l'état de notre planète ?

L'été 2022, marqué par beaucoup de souffrance, est emblématique des conséquences du réchauffement climatique qui s'aggrave. C'est l'été le plus chaud depuis 2003 : trois vagues de chaleur précoces au mois de juin, très longues et très intenses avec plus de 40 degrés jusqu'en Bretagne. La température moyenne de cet été pourrait devenir la température moyenne autour de 2040-2050 si l'on ne réduit pas très fortement les rejets de gaz à effet de serre. Nous avons aussi connu une sécheresse généralisée qui persiste, un état dramatique des cours d'eau, des effets de dépérissement des arbres, des problèmes liés à la contamination par les cyanobactéries des plans d'eau, des incendies graves avec 40 000 personnes déplacées...



Valérie Masson-Delmotte, climatologue

« L'enjeu est de s'ouvrir sur le monde »

Vous avez fait, en septembre, une intervention devant les membres du gouvernement pour les « former » aux enjeux du changement climatique. Pensez-vous que les responsables politiques aient pris la mesure du défi ?

Ils ont d'abord dû gérer les urgences tout l'été et j'ai vu la gravité dans leurs yeux. Je leur ai présenté les quatre risques clés pour l'Europe : les extrêmes chaleurs avec leurs effets sur la santé, la productivité au

travail ainsi que sur les écosystèmes terrestre et marin, les pertes de production agricole, la pénurie d'eau et les risques d'inondation, pas uniquement à cause du ruissellement de pluies extrêmes mais aussi après le débordement des cours d'eau et des conséquences de la montée du niveau de la mer. Réduire les risques, c'est limiter l'ampleur du réchauffement. Il est donc nécessaire de gérer l'urgence liée

à l'approvisionnement en électricité et en gaz à la suite de la guerre en Ukraine, la maintenance des centrales nucléaires, la sécheresse qui affecte les barrages et, d'autre part, de continuer à baisser les émissions de gaz à effet de serre. Il existe une contradiction de fait entre les subventions apportées aux énergies fossiles et les efforts nécessaires pour créer d'autres manières de se déplacer et de se chauffer.

La directrice de recherche au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), Valérie Masson-Delmotte.

VINCENT MICHEL/OF/MAXPPP

La sobriété est-elle une solution ?

J'avais précisé dans les rapports du Giec que le terme venait du mot anglais « sufficiency », qui n'a pas vraiment d'équivalent en français : un ensemble de mesures et de pratiques au quotidien qui permettent d'éviter une demande en énergie tout en donnant la possibilité à chacun de vivre correctement dans le respect des limites planétaires. Le terme associe bien-être et stratégie pour éviter des consommations évitables. Ce ne sont pas des gestes individuels mais des stratégies

« L'été 2022 est emblématique de conséquences du changement climatique qui s'aggrave »

afin d'avoir des styles de vie sobres en carbone. Les rapports du Giec expliquent qu'il existe un potentiel d'action rapide en agissant sur ces secteurs-là, de l'ordre de 10 %, par exemple en contrôlant la température de chauffage, etc. Sur les approches plus structurantes, le potentiel, c'est 40 à 70 % de baisses de gaz à effet de serre d'ici à 2050 dans le monde. En réduisant notamment les déplacements grâce au télétravail, les emballages, les vols longue distance, en utilisant les voitures thermiques, et en remplaçant les protéines animales de ruminant par des protéines végétales. Il faut aussi remplacer les chauffages peu performants par des pompes à chaleur pour des logements performants ou encore privilégier les petites voitures électriques légères.

Pourquoi est-il si difficile d'agir ?

Il y a d'abord les enjeux de connaissances avec la littérature climatique : comprendre les causes et les conséquences, en quoi ça nous concerne et les leviers d'action. La perception d'urgence à agir est importante. Parfois, même si les gens sont exposés à des événements extrêmes, cela n'aura pas forcément un effet à long terme sur leur volonté d'agir. Souvent, ce qui compte le plus est l'impression que ce qui est envisagé aura vraiment un impact, qu'il existe une stratégie avec des effets mesurables mise en place d'une manière perçue comme juste. Il faut tenir compte des vulnérabilités aux mesures prises. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR THÉO DUPUIS